COLOMBIE - Les Indiens embera du Choco se battent pour la reconnaissance de leurs droits à la santé et à l'éducation

Fernand Meunier

mardi 28 août 2007, mis en ligne par Fernand Meunier

Périple en Colombie

Pour la 4e fois, je suis retourné en Colombie, dans le département du Chocó du 23 mai au 9 juin 2007, afin de réaliser des reportages pour une nouvelle ONG « Explorer Humanity » (E.H.), dont je suis l'un des fondateurs. Je tenais aussi à présenter mon livre de photographies co-édité avec Amnesty en décembre 2006. De plus, la connaissance sur le terrain me permet de mieux réaliser mon travail bénévole de coordinateur Colombie pour Amnesty international France. Par ailleurs, mes clichés photographiques sont la mémoire de ce que j'ai vu et serviront pour des expositions photos, des articles, des conférences. Une photo vaut mille mots. J'étais avec un jeune reporter photographe, Pierre-Larry Pétrone qui m'avait déjà accompagné en Israël, T.O et Jordanie en février 2007. Il fait aussi partie de E.H. En Colombie, nous avons rencontré des communautés indigènes dans la Cordillère occidentale et des déplacés afro-colombiens et indigènes à Istmina et Quibdó. Je tiens à vous faire partager ce témoignage.

Forêt tropicale du Chocó

Le Chocó en Colombie

Vu d'avion, le département du Chocó, (un territoire de 46 530 km²) limitrophe du Panama au nord est entièrement constitué d'une immense forêt tropicale humide.

La forêt du Chocó est l'endroit où la biodiversité est la plus importante au monde. Il s'agit d'une région stratégique significative, où les intérêts sont différents selon les acteurs armés : exploitation des ressources forestières et minières, cultures intensives (palme africaine), cultures de coca permettant de financer le conflit.

Quibdó, établie au bord du fleuve Atrato, enclavée dans cette forêt tropicale, est la capitale du Chocó avec 120 000 habitants. Tous les villages sont construits en bordure des fleuves. L'implication des civils dans le conflit est sans cesse encouragée. Ils sont victimes du blocus économique, de l'occupation de leur terre, des déplacements forcés, des prises d'otages, des disparitions et des massacres, Les acteurs armés légaux et illégaux (les paramilitaires, forces d'extrême droite et guérillas, forces d'extrême gauche : FARC et ELN) violent ainsi le principe de Distinction du Droit International Humanitaire des Conventions de

Genève : il est essentiel de faire la distinction entre combattants et civils pour ne pas impliquer ces civils dans le conflit armé interne.

La fuite, l'expropriation et les violations des droits humains sont le lot quotidien des habitants de la région, otages de ces affrontements. 40% des personnes vivant actuellement au Chocó ont été déplacées et Quibdó accueille à présent 18 000 victimes du conflit. Les conditions d'hygiène et d'assainissement n'existent pas, les droits à l'alimentation, à l'éducation et à la santé ne sont pas appliqués envers la plupart des habitants et surtout pour les minorités ethniques, tels les Indiens embera (environ 35 000). Tous ces facteurs ne font qu'aggraver les problèmes humanitaires.

Après avoir pris l'avion de Bogota pour Quibdó le samedi 26 mai 2007, le père Jésus Florez Alfonso, dit Chucho nous attend à l'aéroport. Nous avons juste le temps de poser nos sacs chez lui pour partir à Istmina, afin de mettre au point avec le diocèse de cette ville une coordination avec ceux de Quibdó et d'Apartado pour mieux gérer les problèmes provoqués par le conflit auprès des civils. Nous mettons trois heures pour faire 75 km, tant la route est mauvaise et du fait des check points nombreux avec fouilles complètes.

Lors du retour, un appel sur son portable va transformer tout notre agenda pour les jours suivants. Chucho nous explique la situation : la communauté embera du Chocó avait réalisé une action symbolique du 23 au 27 avril 2007 devant le siège du Gouverneur du Chocó afin de revendiquer ses droits sociaux et culturels quant à son droit à l'éducation. Cette action avait mené à la conclusion d'un accord entre les communautés et l'État colombien. Cependant, vu le manque de volonté politique visant à l'application de ces accords, les indiens embera ont établi un blocus sur les deux seules routes qui rejoignent Quibdó : celles de Medellin et de Pereira.

Camion anti-émeutes

Ce samedi 26 mai 2007, à 7 heures, tandis que les indigènes déjeunaient, les troupes de la brigade mobile anti-émeute (ESMAD) de la police, avec des camions blindés ont brutalement réprimé les indigènes, ont détruit les campements et brûlé les affaires personnelles, ce qui a provoqué une situation de panique vers le petit village d'Aguita. Après ces violences, les indigènes ont dénombré plusieurs disparus au sein des communautés. Trois enfants seraient apparemment tombés dans le rio San Juan. Les indigènes ont fui les lieux pour se protéger, mais d'autres ont manifesté sur la route prés du village de Guarato pour continuer le blocus.

L'ESMAD est intervenu à 14h 30 avec des gaz lacrymogènes, puis a chargé et maltraité avec une extrême violence les manifestants. Au total ce sont 22 personnes qui auraient disparu, dont 14 mineurs et 8 adultes. On a retrouvé plusieurs vêtements et sacs à dos dans la rivière. Les policiers ont détruit des ustensiles de cuisine, des moyens de communication (téléphones et mégaphones). Ce même jour, deux promotrices de santé du diocèse, présentes auprès des indigènes, ont été détenues pendant 4 heures par la police, qui les accusait de faire l'apologie de la rébellion.

Affaires des disparus

Vêtements de disparus

Nous sommes arrivés sur les lieux où se sont produites les interventions armées des forces de l'ordre. Nous avons assisté au décompte des disparus, recensé les affaires personnelles incendiées ou retrouvées dans la rivière et vu les campements détruits. Nous avons accompagné les indigènes dans leurs diverses démarches pour faire reconnaître les disparitions, participer aux nombreuses rencontres entre eux et la police, pour comprendre ce qui s'est passé.

Maman de deux enfants disparus

A un moment, une femme embera m'a serré dans ses bras en me remerciant d'être là. J'en pleurais. Leur douleur était la mienne. Nous étions tous bouleversés par cette violence qui a provoqué des morts. J'étais révolté et impuissant. Des enfants hagards, perdus dans leurs cauchemars restaient près de nous, j'essayais de les réconforter. Je leur montrais avec tendresse les photos de mon livre et arrivais à les faire sourire un peu.

Nous nous sommes inquiétés de la suite à donner pour la reconnaissance de leurs droits à la santé et à l'éducation entre autres droits économiques, sociaux et culturels. De nombreux indigènes se plaignent auprès de nous que l'État et ses institutions les considèrent comme des animaux et qu'il est donc très facile de ne pas respecter leurs droits fondamentaux.

Le soir, nous sommes restés dans un petit hôtel, car, Chucho estimait qu'il n'aurait pas été prudent de rentrer à Quibdo en pleine nuit après ce qui s'est passé.

Commando armée colombienne

Le lendemain nous sommes revenus vers les indigènes et les avons accompagnés dans leurs réunions. Nous avons rencontré la police de Santa Cecilia, afin que les faits passés soient confirmés. Les camions blindés de l'ESMAD étaient là, garés au bord de la place du village, qui fourmillait de soldats. J'ai pu prendre sans risque des photos pour témoigner de ce que j'ai vu. A ce jour, suite à ces violences disproportionnées, il y a deux enfants disparus, trois femmes qui ont avortés et de nombreux blessés. On a retrouvé les autres personnes errantes dans la jungle ou revenues dans leur village après quelques jours.

L'autre route qui va sur Medellin

Check point de Tutunendo

Le mardi 29 mai 2007, nous sommes partis pour visiter les diverses communautés indigènes sur la route de Quibdó à Medellin. Au check point de Tutunendo, la police nous affirme que le passage est impossible à cause d'un éboulement sur la route. Nous repartons à Quibdó. Une heure de trajet pour faire 20 km sur une piste défoncée. Nous voyons le père Chucho, qui négocie avec le Colonel des Droits de l'Homme de l'Armée nationale basée à Quibdó. Il ne devrait pas y avoir de problèmes. Nous repartons de nouveau à Tutunendo et là, le même discours pour nous dissuader de continuer plus loin. Nous appelons le père Chucho via le seul poste téléphonique du village et il nous demande d'attendre. Il va revoir le colonel des DH. Vingt minutes plus tard, un jeune soldat vient vers nous avec un grand sourire et nous dit qu'il n'y a pas de problème pour continuer notre route vers les communautés indigènes. Le colonel des droits humains a joint directement le commandant du check point. Mentir ne les gène pas, avec l'aplomb d'une communication qui se veut conciliante et protectrice, mais ce n'est que du bluff, pour nous empêcher de voir les indigènes.

Nous sommes allés directement vers le second lieu du blocus encore effectif. Les forces de l'ordre étaient absentes des lieux, par contre de nombreux postes de contrôle de l'armée étaient établis le long de cette route qui va de Quibdó à Medellin.

Blocus des camions

Arrivés à la communauté où se passait le blocus, 500 personnes nous ont accueillis chaleureusement. Nous y sommes restés trois jours. J'ai rencontré de nombreuses personnes que j'avais déjà vues en 2005, dont le cabildos (le gouverneur indigène). Il ne m'avait pas oublié, ainsi que d'autres indigènes, heureux de me retrouver.

Mon livre de photographies sur la Colombie a circulé parmi eux et les diverses communautés embera, que nous avons rencontré les jours suivants. Ce livre reste l'exemple concret de notre travail de sensibilisation que nous pouvons faire en France pour parler des droits bafoués des civils par les acteurs armés légaux ou illégaux colombiens.
Au retour, nous avons visité les communautés El Consuelo, Toldas, la 18 et la 20.

"École"

Nous avons vu que les écoles et les points de santé sont dans un abandon le plus total. Les indigènes manifestent pour cet état de fait, afin que l'État responsable de ces droits les assume et prenne des dispositions afin de ne pas léser ces populations indigènes pour l'accès à la santé et à l'éducation, entre autres DESC.

Istmina et Quibdó : les déplacés

Nous sommes allés à Istmina (diocèse voisin de Quibdó) et nous avons rencontré la « Commission Vie, Justice et Paix » du diocèse, qui nous a permis de rencontrer divers déplacés par le conflit tant chez les afro-colombiens que chez les indigènes pour voir leurs conditions de vie. Celles-ci sont impensables. Certains déplacés vivent dans des caves insalubres de maisons inachevées.

Conditions de vie des déplacés

Personne déplacée malade à Istmina

A Quibdó, à El Futuro, la municipalité a construit des logements de deux pièces pour des familles de cinq enfants. Ces maisons sont donc inhabitables et se dégradent rapidement. De plus, le HCR avait donné 450 000 euros pour 125 familles, soit 3 600 euros pour une famille afin qu'elle puisse acheter sa maison. Mais tout cet argent n'est jamais arrivé aux déplacés via la municipalité. Ces sommes ont été détournées. La corruption est aussi un des fléaux de la Colombie. En 2006, il y a eu 15 000 déplacements collectifs dans le territoire du diocèse d'Istmina.

Par ailleurs, des mégaprojets menacent l'intégrité des territoires collectifs des indigènes et des afro-colombiens. La monoculture de la palme africaine en est un, tenu par les paramilitaires.

Les déplacés savent très bien que cette violence vise à imposer un modèle économique exclusif, un modèle de vie unique. C'est une stratégie contre–insurrectionnelle, appuyée par une politique de la terreur et une dépossession des terres collectives ou individuelles. C'est une main mise sur les richesses forestières, minières et les ressources agro-alimentaires. Une forme de néo-colonisation du territoire.
La guérilla et les paramilitaires ont chassé la population dans les années 1990. Les civils se sont donc entassés dans les villes, mais il reste encore des civils vivant dans leur ville d'origine, qui luttent pour ne pas être obligés de partir. Ils subissent la loi de la guérilla ou des paramilitaires. Les lois et la protection du gouvernement sont inapplicables, du fait aussi de la topographie des lieux trop difficiles d'accès.

Toutes les communautés indigènes ont d'étroits liens avec la terre de leurs ancêtres dont dépend leur survie culturelle. Dans la région nord-ouest de Chocó, plus de 1.700 indigènes Wounaan ont fui leur territoire traditionnel.

Les paramilitaires

La « Loi de Justice et paix » approuvée en juin 2005 fixe à 8 ans d'emprisonnement la peine maximale encourue par les chefs des AUC ayant participé au processus de démobilisation. En février 2006, il est prétendu que quelque 31 000 paramilitaires ont déposé les armes et réintégré la société. Ceci devrait rendre le pays moins conflictuel, mais en 2007, les Nations Unies publient un rapport démontrant que les paramilitaires ont tué des centaines de personnes au cours des dernières années, en violation du cessez-le-feu dans le cadre du processus de leur démobilisation. Aujourd'hui, de nouveaux groupes émergeants ne restent pas inactifs : Águilas Negras, Los Rastrojos ainsi que l'organisation Nueva Generación assassinent de nouveau. Seul le nom change : le paramilitarisme demeure. Ce n'est pas la première fois qu'il se régénère : en 1965 (L'article 25 d'un décret permet la formation de groupes de civils au service de l'armée sous la présidence de Guillermo León Valencia Muñoz), en 1970 le Triple A, Alianza Anticomunista Americana (Alliance anticommuniste américaine), en 1982 le MAS (Mort au Sequestrateurs), en 1994 les CONVIVIR (coopératives rurales de sécurité), en 1997, les AUC (Autodéfenses unies de Colombie). Ces milices d'extrême droite, bras allié de l'armée sont toujours aussi présentes dans le Chocó. Elles sont responsables de 70 % de crimes politiques. En ce moment, la parapolitique bouleverse la vie colombienne, puisque la justice colombienne examine plus de cent cas de collusion présumée entre les paramilitaires et des représentants de l'État.

La politique de l'État colombien vise l'implantation à la lettre du modèle néo-libéral. A cette fin, les communautés paysannes qui pratiquent l'agriculture de subsistance afin de faire place à de mégaprojets de type agro-industriels (palme africaine, exploitation intensive du bois) sont chassées. L'objectif est de « sécuriser » les régions stratégiques. Pour ce faire, les groupes paramilitaires sont envoyés pour y faire le « ménage » sous prétexte de combattre la guérilla (qui est vrai est là bien présente), puis une fois que des milliers de paysans ont été déplacés, dépossédés de leurs terres et réfugiés dans les villes sans aucune possibilité de survie digne, les grands propriétaires terriens proposent à ces mêmes communautés du travail au sein des méga plantations mises en place sur ces mêmes terres qu'on leur a volées. Le déplacement forcé, l'augmentation de la pauvreté, la malnutrition, la réduction de la production d'aliments, les désastres environnementaux (érosion des sols, pollution de l'eau, disparition de la diversité végétale et animale) sont caractéristiques de ce modèle de développement basé sur les monocultures.

En Colombie, le développement des plantations de palmiers à huile se fait sur des territoires collectifs de communautés noires et indigènes, territoires protégés par la constitution nationale de 1991 qui garantit l'inaliénabilité, l'indivisibilité, l'imprescriptibilité des territoires ancestraux des communautés noires et indigènes.

En quelques années, les surfaces concernées ont progressé dans tout le pays passant de 170 000 hectares en 2001 à 300 000 hectares aujourd'hui, avec le projet d'atteindre les 6 millions d'hectares d'ici 2015. En mars 2007, le ministre de l'Agriculture a déclaré que la Colombie voulait devenir le premier producteur de biodiesel en Amérique latine.

Retour à Bogota

Le lundi 4 juin 2007, nous étions à l'Université Javeriana de Bogota, pour le lancement du livre « Droit à l'alimentation et au territoire dans le Pacifique colombien » écrit par Jesus Alfonso Flórez López et Constanza Millán Echeverria. Ce livre se présente comme un rapport alternatif à celui présenté par l'État aux Nations Unies pour la période 2000-2005.
Son objectif est d'illustrer un bilan sur l'accomplissement des droits économiques sociaux et culturels (DESC), en ce qui concerne le contrôle et la location du territoire et ses implications correspondantes dans le bénéfice du droit à l'alimentation des Communautés résidantes.
Le livre présente le contexte sur l'inégalité et l'exclusion dans la région ; il fait une analyse sur les politiques publiques mises en oeuvre et l'impact de l'intervention d'acteurs armés, légaux et illégaux, sur le territoire et le droit à l'alimentation ; offre un espace aux organisations ethniques territoriales pour la présentation de ses propositions.

Le livre intègre deux éléments dont la correspondance n'est pas évidente : le droit à l'alimentation et au territoire. Le contrôle sur ce dernier pour le développement de monocultures limite le droit au travail et,

en conséquence, arrache à la population une de ses principales sources de soutien, l'agriculture, d'autant plus quand la production ne rentre pas dans une dynamique d'agriculture vivrière.

Conclusion et recommandations : une réforme des institutions colombiennes semble indispensable si le département du Chocó veut vivre en paix. La paix n'est pas possible sans développement économique et social. Il est impossible d'avancer dans ce contexte actuel, puisqu'il n'y aucune sécurité alimentaire, aucune santé digne de ce nom (les médicaments sont absents, les soins sont rudimentaires, les centres de soins inadaptés ou délaissés). Au niveau de l'éducation : 14 000 enfants ont besoin d'un programme éducatif, pas forcément celui promu par l'État colombien. Les indigènes revendiquent une éducation qui respecte leur culture ancestrale. Le gouvernement doit reconnaître les droits fondamentaux en faveur des indigènes et se doit de mettre en place un programme éducatif spécifique.

Par ailleurs, la résurgence des paramilitaires, impliqués dans le narcotrafic, dans la parapolitique, dans les assassinats ciblés des syndicalistes, journalistes, militants des droits humains et des leaders des communautés, complexifie encore plus le conflit ; de même le fait que les FARC ne souhaitent aucun accord humanitaire avec le gouvernement, ni aucune libération des otages décourage la société civile. La voie du gouvernement qui ne veut régler ce conflit que par les armes, non par la négociation, n'arrange rien. Le conflit risque encore de stagner ainsi au détriment des civils qui sont assassinés sans état d'âme, simplement parce que certains revendiquent leurs droits fondamentaux ou veulent tout simplement vivre en paix.

Ce séjour de 20 jours ne m'aura pas laissée indemne, mais mon existence est bien paisible comparée à celles des civils colombiens, qui mettent leur vie en périls tous les jours pour des droits que l'on pense définitivement acquis en France…

Ce témoignage permet de montrer que les civils résistent, même si le prix à payer devient de plus en plus pesant. Nous ne devons pas les abandonner. Pensons y.

Fernand Meunier, Secrétaire général d'Explorer Humanity.

Dimanche 12 août 2007.

Quelques liens :

– Amnesty rapport annuel 2007

– Présentation de mon livre de photos, *Périples en Colombie*

– ONG Explorer Humanity

– Infos sur la Colombie dans RISAL et AlterInfos

Banderole pour le respect des droits des indigènes

Enfants embera

Échec des négociations

Armée colombienne

Décompte des disparus

Enfant embera

Enfant embera

Enquête

Telle que la vie devrait être

Fernand avec les Embera

Pierre-Larry avec les Embera